REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Chancellerie d'Etat
Service communication et information

Genève, le 16 janvier 2025

Aux représentantes et représentants
des médias

Communiqué de presse du département de la cohésion sociale (DCS), du département de l'économie et de l'emploi (DEE) et de la FER Genève

Le conseiller fédéral Beat Jans en visite à Genève sur invitation du Conseil d'Etat

Le conseiller fédéral chargé du Département fédéral de justice et police (DFJP), Beat Jans, était présent aujourd'hui à Genève sur invitation du Conseil d'Etat en vue de sensibiliser les employeuses et employeurs à l'insertion professionnelle des personnes réfugiées originaires d'Ukraine.

Sur invitation du gouvernement genevois, le conseiller fédéral Beat Jans s'est entretenu ce matin avec une délégation du Conseil d'Etat composée de Thierry Apothéloz, vice-président et conseiller d'Etat chargé de la cohésion sociale (DCS), et Delphine Bachmann, conseillère d'Etat chargée de l'économie et de l'emploi (DEE). Les discussions ont principalement porté sur le taux d'insertion professionnelle des personnes titulaires de permis S dans le canton de Genève (14,3%) et des leviers dont disposent les autorités pour le renforcer.

Accompagné de la délégation genevoise, M. Jans s'est ensuite rendu dans une pâtisserie genevoise qui emploie quatre personnes réfugiées d'Ukraine. Depuis leur arrivée en Suisse en 2022, elles ont toutes atteint un niveau de français suffisant pour travailler et certaines d'entre elles, venant des domaines de l'enseignement ou de la psychologie, ont réalisé d'importantes reconversions professionnelles. Beat Jans a constaté leur forte motivation à s'intégrer sur le marché du travail.

Une table ronde pour fédérer

A 11 heures, une table ronde organisée par le canton, en partenariat avec la FER Genève, a permis de rassembler plus de 250 employeuses et employeurs locaux autour de l'enjeu de l'intégration professionnelle des personnes réfugiées d'Ukraine (titulaires de permis S). Dans son discours d'ouverture, M. Jans a transmis un message incitatif clair : « Nous voulons que les personnes réfugiées d'Ukraine acquièrent de l'expérience professionnelle et qu'elles continuent à améliorer leurs compétences linguistiques. Nous voulons que les entreprises examinent leurs candidatures sans a priori et qu'elles embauchent. Si soixante sociétés engagent chacune six personnes, Genève atteindra la moyenne suisse d'un seul coup. »

Les participantes et participants à la table ronde ont pu réaffirmer la détermination commune d'agir en ce sens. La conseillère d'Etat Delphine Bachmann a rappelé que le faible taux d'emploi de permis S est un problème partagé par l'ensemble des cantons latins, confrontés à un taux de chômage structurel plus élevé que dans les cantons alémaniques. « Mon département va tout faire pour répondre aux attentes de Berne et améliorer le taux d'employabilité des titulaires de permis S. Ces derniers bénéficient de l'expertise de l'office

cantonal de l'emploi en matière d'employabilité et de l'accompagnement personnalisé proposé par l'office, au même titre que les autres demandeurs d'emploi. »

Le conseiller d'Etat Thierry Apothéloz a, pour sa part, confirmé que le canton est proactif dans l'accompagnement des personnes réfugiées d'Ukraine et a énuméré les nombreux dispositifs mis en place, tels que le programme d'aide vers l'emploi (PAVE), le financement des cours de français, le programme Horizon académique ou la mise en place, en juin dernier, du plan d'action à l'attention des personnes titulaires du permis S, élaboré par l'Hospice général, en collaboration avec le bureau de l'intégration et de la citoyenneté. « Grâce à ce plan d'action, les personnes réfugiées d'Ukraine bénéficient d'un accompagnement individuel exigeant tout au long de leur parcours, avec des entretiens d'orientation professionnelle et la mise en place de mesures ciblées d'insertion. Ce dispositif commence à porter ses fruits, puisque l'on observe une augmentation du taux d'emploi des permis S de plus de 40%, ce taux étant passé de 10% à 14,3% sur une année. »

Mathieu Crettenand, directeur de l'Aide aux migrants de l'Hospice général, a détaillé le plan d'action et son utilité pour renforcer le taux d'emploi des personnes concernées. « L'expérience montre que le plus tôt les personnes entrent dans un processus d'insertion, le plus vite elles arrivent à construire un parcours solide d'intégration. Grâce au plan d'action, les personnes avec un permis S passent très tôt par un bilan d'orientation afin de les accompagner rapidement vers le marché de l'emploi. »

Président de la FER Genève, Ivan Slatkine a insisté sur les ingrédients utiles aux entreprises genevoises pour recruter des personnes réfugiées d'Ukraine, tels que des permis de séjour durables et des dispositifs d'incitation publics, avant de se tourner vers les responsables d'entreprises. « Les personnes qui ont dû s'exiler pour se protéger peuvent avoir des trous dans le CV, ce qui les exclut systématiquement des sélections. Derrière ces parcours, il y a des profils très motivés qui ont des qualités de résilience et de résistance qui peuvent être des ressources de premier plan pour leurs entreprises. »

Enfin, Nadiia Olarean, présidente d'*Ukraine Reborn,* a clos la discussion par la description des nombreuses activités d'accompagnement vers l'emploi mises en place par son association. En s'adressant à la salle, elle a mis en avant les compétences diverses et élevées des personnes de sa communauté. « Nous pouvons contribuer à surmonter les différences culturelles. Multipliez cela par le talent potentiel que les Ukrainiens peuvent apporter : cela vaut la peine de recruter les personnes ukrainiennes ! »

Les entreprises intéressées à en savoir plus sur l'engagement de personnes au bénéfice d'un permis S trouveront de nombreuses informations sur la page internet Autorisation de travail pour titulaire de permis S | Refugees@work.

Les photos de la visite

Pour toute information complémentaire (médias uniquement) :

- *DCS: M. Thierry Apothéloz, conseiller d'Etat, en contactant M. Guillaume Renevey, secrétaire général adjoint chargé de communication, T. 022 546 67 68.*
- *DEE : Mme Delphine Bachmann, conseillère d'Etat, en contactant Mme Esther Mamarbachi, porte-parole, DEE, T. 078 628 80 08.*
- *FER Genève, Ivan Slatkine, président, T. 079 301 40 84*